



Flüchtlingsfrauen werden laut.

Campaign Newsletter #10

Mars 2017 | Version française



Inhalt

Sommaire

15 Jahre Women in Exile Der Kampf geht weiter!	1
15 ans Women in Exile La lutte continue!	2
Entretien: L'Integration pur 80 cents par heure?	3
Interview: Integration für 80 Cent pro Stunde?	4
Le 8 mars à Eisen!	5
Am 8.März nach Eisen!	6
Brandenburg: Neuer Erlass zu Opfern rassistischer Gewalt	7
Brandenburg - Nouveau décret sur les victimes de violences racistes?	8

15 Jahre Women in Exile Der Kampf geht weiter

2002 kamen wir aus verschiedenen Lagern in Brandenburg zusammen und starteten die Gruppe "Women in Exile". Heute, 15 Jahre später, gibt es immer noch viel zu tun.

Letztes Jahr schaffte das Arbeitsministerium die sogenannte "Vorrangsprüfung" für die meisten Geflüchteten ab. Das bedeutete, dass die Flüchtlinge, über deren Asylantrag noch nicht entschieden ist, nach drei Monaten in Deutschland einfacheren Zugang zum Arbeitsmarkt haben. Viele von uns dachten, dass dies für Flüchtlinge insgesamt eine gute Möglichkeit sei, ihren Weg in den Arbeitsmarkt zu finden.

Im Gegenteil erzählen geflüchtete Frauen aber einerseits davon, dass es immer noch schwierig ist, eine Arbeitserlaubnis zu bekommen und dass sie denen, die solch eine Erlaubnis haben, manchmal nicht erneuert wird und sie sofort abschiebebedroht sind. Andererseits werden die, die in den Lagern leben, **gezwungen, dort für 80 Cent pro Stunde zu arbeiten.** Wenn Du das ablehnst, werden Deine Sozialleistungen gekürzt. Es stimmt, dass Flüchtlinge nach dem neuen "Integrationsgesetz", das die Regierung 2016 verabschiedet hat, gezwungen werden können, diese kleinen **Weiterlesen auf der nächsten Seite...**

Jobs für 80 Cent als "Integrationsmaßnahme in die Gesellschaft" anzunehmen. Im Gesetz ist sogar davon die Rede, "Intergration-sverweiger_innen" die Sozialleistungen zu kürzen. Die Heimbetreiber werden von den Kommunen dafür bezahlt, für Flüchtlinge einen Ort zum Leben bereitzustellen. Wenn sie dieses neue Integrationsgesetz nun benutzen, um Menschen dazu zu zwingen, im Heim die Gemeinschaftsbereiche wie Küchen, Toiletten, Flure zu putzen und zusätzliche Gelder für die 80 Cent Jobs bekommen – können sie das staatliche Geld dann in die eigene Tasche stecken?

Wir sind müde davon, dass andere auf unserem Rücken großes Geld machen. Die meisten Geflüchteten wollen sowieso rausgehen und entweder Deutschkurse besuchen oder nach richtigen Jobs suchen, damit sie für sich selbst sorgen können und nicht von Sozialhilfe anhängig sind.

Wieder einmal sehen wir, dass das Lager als Ort der Isolation, Enge und des Konflikts die Quelle dieser Ungerechtigkeiten ist. Außerdem müssen wir immer noch gegen Gewalt gegen Flüchtlingsfrauen* kämpfen, ob sie von anderen Flüchtlingen, der Polizei während Abschiebungen, oder von Neonazis auf der Straße ausgeht. Wir müssen immer noch für unser Recht kämpfen, endlich als Frauen*, die in dieser Gesellschaft leben, anerkannt zu werden. Dieses Jahr werden wir nicht nur mit all unseren Schwestern*, Freundinnen* und Unterstützer_innen Geburtstag feiern, sondern wir werden noch lauter werden und fordern:

**Keine Lager für Frauen und Kinder!
Alle Lager abschaffen!**

15 ans Women in Exile La lutte contenue

En 2002, nous nous sommes rassemblées de différents Lagers du Brandenburg et avons initié le groupe «Women in Exile». Aujourd'hui, 15 ans plus tard, nous avons encore beaucoup à faire.

L'année dernière, le ministre du travail a abrogé l'«examen de priorité» pour la plupart des réfugié.es. Cela signifie que les réfugié.es qui n'ont pas encore reçu de décision finale à leur demande d'asile auraient plus facilement accès au marché du travail après trois mois en Allemagne. Beaucoup d'entre nous pensaient que ce serait une bonne occasion pour les réfugié.es en général de se frayer un chemin sur le marché du travail et dans la société. Au contraire, d'une part, les récits des Femmes Réfugiées montrent qu'il est encore difficile d'obtenir une autorisation de travail et que, pour celles qui en ont une, les permis ne sont parfois pas renouvelés et leur porteuses se trouvent alors immédiatement menacées d'expulsion. D'autre part, celles qui vivent dans les Lagers sont forcées de travailler à l'intérieur des lagers pour 80 cents de l'heure. Si vous refusez, vos prestations sociales seront coupées. Il est vrai que dans la nouvelle «loi d'intégration» adoptée par le gouvernement en 2016, les réfugié.es peuvent être forcé.es à faire ces petits travaux pour 80 Cents de l'heure aux fins d'«intégration dans la société».

La loi parle même de réduire les prestations sociales des personnes qui refusent cette «intégration». Les entreprises qui gèrent les Lagers sont payées par les municipalités pour fournir un hébergement aux réfugié.es. Maintenant, grâce à cette nouvelle loi sur l'intégration, elles peuvent forcer les gens à nettoyer les pièces partagées comme les

toilettes, la cuisine, les couloirs et obtenir de l'argent supplémentaire en offrant des emplois à 80 cents de l'heure – et ils peuvent donc mettre l'argent du gouvernement dans leur propre poche? Nous en avons marre de voir d'autres gens faire de l'argent sur notre dos. La plupart des réfugié.es préfèrent sortir et prendre des cours d'allemand ou chercher des emplois appropriés, afin de subvenir à leurs besoins et de ne pas dépendre de l'aide sociale.

Encore une fois, nous voyons que le Lager, en tant que lieu d'isolation, de tension et de conflits, est la source première de ce genre d'injustices. Nous devons continuer à lutter contre la violence contre les Femmes* Réfugiées perpétrée par les réfugiés à l'intérieur du Lager, par la police lors des déportations ou par les néonazis dans les s. Nous devons continuer à lutter pour notre droit à être reconnues comme Femmes* vivant dans cette société. Cette année, nous célébrerons non seulement notre 15ème anniversaire avec toutes nos sœurs, nos amies et nos sympathisantes, mais aussi, nous clamerons haut et fort :

Pas de Lager pour les femmes et les enfants! - Abolition de tous les Lager!

Entretien: L'Intégration pour 80 cents par heure?

WIE: On nous dit que des gens sont forcés à travailler dans les Lagers, as-tu des informations ou des expériences à ce sujet?

A: Oui, c'est très vrai. Ils forcent les gens à travailler dans les Lagers et je suis l'une des victimes de cette politique. Ils m'ont dit que je devrais travailler dans le Lager et qu'ils me paieront 80 cents par heure. Je leur ai dit que je vais à l'école et que, bien que je voudrais travailler, je n'ai pas le temps ; puisque je ne peux pas combiner les deux. Mais ils ont dit non. Je devrais travailler parce que si je ne le faisais pas ils couperaient mon argent que je reçois

du social pour la nourriture. Ils ont aussi dit que je devais travailler puisque ce travail m'aiderait à m'intégrer dans la société. J'ai dit: Ce n'est pas vrai, parce que je sais que sans la langue je ne peux pas interagir avec la communauté. Je leur ai dit d'attendre jusqu'à ce que j'aie terminé mon cours de langue et ensuite je pourrai revenir travailler puisque je comprendrai tout ce qu'on me dit en allemand. Mais ils ont dit non. Je devrais d'abord travailler.

WIE: Alors, ils ont essayé de te forcer à travailler? Comment ont-ils fait ça?

A: Ils m'ont donné une feuille de papier à signer et j'ai demandé pourquoi je devrais la signer et à quoi elle servait. Ils ont dit que c'était un papier sur tout ce dont on avait discuté. J'ai dit non, j'ai besoin d'un traducteur/traductrice ou alors je rentre chez moi pour que quelqu'un qui comprend mieux la langue puisse me le traduire ou que je le traduise moi-même en utilisant mon dictionnaire. Mais ils ont insisté sur le fait que je devrais signer en insistant sur le fait que cette feuille de papier appartient au bureau et que je ne suis pas censée l'emporter avec moi. J'étais confuse et j'ai décidé de ne pas la signer; puisque je n'en ai jamais compris le contenu. Il s'est avéré que si j'avais signé le papier ils auraient eu la preuve écrite que j'ai refusé de travailler et par cela une raison de diminuer mon argent du social. Et le travail consiste à nettoyer le Lager, surtout les couloirs, les escaliers et les toilettes.

WIE: Après avoir entendu tout ça, on commence à se demander: Comment le nettoyage du Lager peut-il t'intégrer dans la société allemande?

A: C'est bien ce que je ne sais pas non plus. Parce que dans le Lager, vous ne trouvez que des immigrants comme moi qui n'en savent pas beaucoup et ont besoin d'apprendre comme moi.

Interview: Integration für 80 Cent pro Stunde?

WIE: Wir hören, dass sie Leute zwingen, in den Lagern zu arbeiten. Als Aktivistin von Women in Exile und als Frau, die im Lager wohnt; hast Du davon gehört oder damit Erfahrungen gemacht?

A: Ja, das ist in der Tat wahr. Sie zwingen Menschen in den Lagern zu arbeiten, und ich bin eins der Opfer dieser Politik. Sie haben mir gesagt, ich solle im Lager arbeiten, und dass sie mir 80 Cent pro Stunde zahlen würden. Ich habe ihnen gesagt, dass ich zur Schule gehe, und dass, obwohl ich gern arbeiten würde, ich nicht beides gleichzeitig machen kann. Aber sie sagten nein. Ich müsste arbeiten, denn wenn ich das nicht täte, würden sie das Geld, das ich vom Sozialamt für Essen bekomme, kürzen. Sie meinten auch, dass ich arbeiten müsste, weil diese Arbeit mir bei der Integration in die Gesellschaft helfen würde. Ich sagte: Nein, das stimmt nicht, denn ich weiß, dass ich ohne die Sprache nicht in Kommunikation mit den Leuten treten kann. Ich forderte sie auf, solange zu warten, bis ich meinen Deutschkurs abgeschlossen habe. Dann könnte ich zurückkommen und arbeiten, weil ich dann alles auf Deutsch verstehen würde. Aber sie sagten nein. Ich müsse zuerst arbeiten. Sie haben auch keinen Zeitraum gesagt, ich wusste also nicht, bis wann ich arbeiten sollte.

WIE: Also haben sie versucht dich zum Arbeiten zu zwingen? Wie konnten sie das machen?

A: Sie haben mir ein Dokument zum Unterschreiben gegeben, und ich habe sie gefragt, warum ich unterschreiben soll, und wofür es ist. Sie meinten, es ginge um all das, was wir diskutiert haben. Ich sagte, nein, ich brauche eine Übersetzerin, oder ich nehme es mit nach

Hause, damit es jemand, der die Sprache besser versteht, es für mich übersetzen könnte. Oder dass ich es zuhause selbst mit einem Wörterbuch übersetzen könnte. Aber sie bestanden darauf, dass ich es unterschreiben sollte. Ihr Argument war, dass das Papier zum Büro gehörte und ich es nicht nach draußen mitnehmen solle. Ich war verwirrt und entschied, das Dokument nicht zu unterschreiben, weil ich den Inhalt nicht verstanden hatte. Es stellte sich heraus, dass sie einen schriftlichen Beweis gehabt hätten, dass ich die Arbeit ablehne, wenn ich unterschrieben hätte. Dadurch hätten sie einen Grund gehabt, mein Sozialgeld zu kürzen.

WIE: Um welche Art von Arbeit ging es? Kannst Du uns ein Beispiel geben?

A: Die Arbeit war Putzen im Lager, vor allem die Flure, Treppen und Toiletten.

WIE: Nach dem, was Du berichtest, fragt man sich: Wie integriert einen das Putzen der Lagertoilette für 80 Cent pro Stunde in die deutsche Gesellschaft?

A: Das ist es, was ich auch nicht weiß. Denn im Lager findet man ja nur Immigrant_innen wie mich, die auch nicht viel wissen und wie ich lernen müssen.



Le 8 mars au BAMF à Eisenhüttenstadt

Parmi les actions du Bustour de Women in Exile & Friends pendant l'été 2016, une manifestation été effectuée devant les bureaux du BAMF (administration fédérale pour les migrant.es et les réfugié.es) à Nuremberg. C'est le quartier général des gens qui décident de nos vies en

Allemagne. C'est ce bureau qui est responsable de toutes les décisions qui sont prises dans les procédures d'asile.

Nous avons remis nos demandes à l'un des représentants du BAMF, et ils ont écouté ce que nous avons à dire, même si les portes restaient fermées. À la fin de notre discours, après avoir fait connaître les raisons de notre protestation, nous avons clamé : «Arrêtez de décider de nos vies». Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons reçu aucune réponse ou réaction à nos revendications.

Cette année, le 8 mars, nous avons décidé de diriger notre énergie contre Eisenhüttenstadt, le représentant du BAMF dans le Land du Brandenburg. Les fonctionnaires qui travaillent là ont le même pouvoir que ceux de Nuremberg. Si vous arrivez dans le Brandenburg en tant que demandeuse d'asile, les agents d'Eisenhüttenstadt décideront d'abord si vous avez la possibilité même de demander l'asile. Cette décision est une question de vie ou de mort. Dans cette énorme Lager, les gens vivent dans la peur constante de se retrouver le lendemain de l'autre côté de la barrière, car la prison de déportation se situe sur le même terrain. Les réfugié.es sont gardé.es à Eisenhüttenstadt sans la moindre idée de quand et où elles/ils seront ensuite transféré.es. Au lieu de leur accorder l'asile, elles et ils sont traité.es comme des criminels. Les policiers prennent leurs empreintes digitales ... et posent les mêmes questions à plusieurs reprises. Nous comprenons qu'ils doivent poser des questions sur nos procédures d'asile, mais la façon dont ils le font est une violation de notre dignité. Encore et toujours, des agressions violentes se produisent, surtout contre les femmes et les enfants. Il n'y a aucune place pour l'intimité. Les cas d'abus sexuels commis par les employés de la Croix-Rouge allemande (DRK) qui ont été rendus publics ne sont que le sommet de

l'iceberg.

On peut trouver ces centres de premier accueil ou Lagers dans tous les états fédéraux allemands (Bundesländer) et depuis deux ans, Women in Exil et les personnes qui travaillent en étroite collaboration avec les réfugié.es ont rapporté et documenté les conditions de vie et les expériences des réfugié.es qui vivent à l'intérieur de ces camps. Les femmes et les enfants sont forcés à des conditions de vie qui s'ajoutent à une histoire déjà pleine de traumatismes.

En tant que femmes réfugiées, nous subissons une double discrimination, non seulement par les lois racistes en tant que réfugiées mais aussi en tant que femmes. Nous sommes des femmes* vivant dans cette société, mais nous sommes privées de nos droits fondamentaux en tant que femmes. La réalité des femmes réfugiées et migrantes dans cette société est rendue invisible par le fait même de nous présenter comme des victimes sans voix. Au contraire, comme cela s'est produit après les événements de la veille du Nouvel An à Cologne en 2015, les décideurs introduisent de nouvelles lois discriminatoires qui imposent des déportations au nom des «droits des femmes». De quelles femmes parle-t-on ici? Nous, en tant que Women in Exil and Friends, sommes fortement en désaccord avec ce genre de division entre nous et répétons nos revendications de vive voix :

Pas de Lager pour les femmes et les enfants! Abolition de tous les Lagers!

Reconnaissance des raisons de fuir son pays spécifiquement liées au genre !

Arrêtez de légitimer les déportations et les nouvelles lois discriminatoires au nom des droits des femmes*!

Am 8. März zum BAMF nach Eisenhüttenstadt

Eine der Aktionen während unserer Sommerbustour 2016, organisiert von Women in Exile & Friends und Unterstützer_innen, war eine Demonstration vor dem BAMF (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge) in Nürnberg. Dort ist die Zentrale der Leute, die über unser Leben in Deutschland entscheiden. Es ist das zuständige Amt für alle Asylentscheidungen, die gefällt werden.

Wir übergaben unsere Forderungen einem BAMF-Mitarbeiter, der sich das, was wir zu sagen hatten, anhörte. Die Türen aber blieben verschlossen. Am Ende unserer Rede, nachdem wir den Grund für unser Kommen deutlich gemacht hatten, forderten wir: "Hört auf, über unsere Leben zu entscheiden!" Bis heute haben wir keinerlei Antwort oder Reaktion auf unsere Forderungen bekommen.

Dieses Jahr haben wir beschlossen, unsere Energie am 8. März nach Eisenhüttenstadt zu lenken, der BAMF-Abteilung für Brandenburg. Die Beamten, die hier arbeiten, haben dieselbe Macht wie die in Nürnberg. Wenn Du als Asylsuchende in Brandenburg landest, werden die Beamten in Eisenhüttenstadt darüber entscheiden, ob Du überhaupt eine Chance bekommst für Asyl und Aufenthalt. Diese Entscheidung ist eine über Leben und Tod.

In diesem großen Lager leben die Menschen in der Angst, schon am nächsten Tag auf der anderen Seite des Zauns zu landen, im Abschiebegefängnis auf dem gleichen Gelände. Geflüchtete Menschen werden hier festgehalten, mit der Ungewissheit – wann und wohin es als nächstes geht. Statt geflüchteten Menschen Asyl zu gewähren, werden sie

wie Kriminelle behandelt.

Beamte nehmen Fingerabdrücke...und wiederholen sich in ihren Fragen. Wir verstehen, dass sie uns Fragen zu unserem Asylverfahren stellen müssen, aber die Art und Weise, wie sie diese Fragen stellen, beraubt uns unserer Menschenwürde. Immer wieder kommt es zu Übergriffen.

Besonders hart trifft es Frauen* und Kinder. Es gibt keine Privatsphäre. Missbrauchsfälle seitens des deutschen Roten Kreuzes (DRK) und Mitarbeitern in der ZAST (Zentrale Aufnahmestelle) waren nur die Spitze des Eisbergs.

Die sogenannten Erstaufnahmeeinrichtungen finden sich in allen deutschen Bundesländern. In den letzten zwei Jahren haben Women in Exile und Menschen, die eng mit Geflüchteten zusammenarbeiten, immer wieder über die Lebensumstände dort berichtet und die Situation dokumentiert. Frauen* und Kinder sind Lebensbedingungen ausgesetzt, die ihre sowieso traumatische Situation noch verschlimmern.

Als Flüchtlingsfrauen* haben wir die Erfahrung doppelter Diskriminierung gemacht, nicht nur als Geflüchtete durch die rassistischen Gesetze, sondern auch als Frauen*. Wir sind Frauen*, die in dieser Gesellschaft leben, aber unsere grundlegendsten Rechte als Frauen* werden uns vorenthalten.

Die Realitäten von geflüchteten und migrantischen Frauen* in dieser Gesellschaft werden unsichtbar gemacht, wenn wir nur als stimmlose Opfer gesehen werden. Dann passiert, was nach der Silvesternacht 2015 in Köln passiert ist und immer wieder passiert:

Politische Entscheidungsträger_innen führen im Namen von „Frauenrechten“ neue diskriminierende Gesetze ein, um Abschiebungen durchzusetzen. Welche

Wir, als Women in Exile and Friends, widersprechen dieser Art der Spaltung zwischen uns und wiederholen unsere Forderungen immer wieder laut und deutlich:

**Keine Lager für Frauen* und Kinder!
Alle Lager abschaffen!**

**Anerkennung geschlechtsspezifischer
Fluchtgründe!**

**Keine Legitimierung von
Abschiebungen und neuen
diskriminierenden Gesetzen im Namen**



**-Brandenburg-
Neuer Erlass zu Opfern von
rassistisch motivierter Gewalt?**

Im Januar 2017 hat das brandenburgische Innenministerium einen Erlass zu Opfern rechter Gewalt veröffentlicht, die von Abschiebung betroffen sind.

Wer von Neonazis angegriffen wurde, kann ab jetzt für die Dauer des Gerichtsverfahrens eine Duldung bekommen. Sie können also, solange das es noch keine Entscheidung vom Gericht gibt, nicht abgeschoben werden. Ein Bleiberecht, also einen Aufenthaltstitel gibt es nur für Geflüchtete, die für ihr Leben

lang beschädigt oder stark traumatisiert sind. Das gilt zum Beispiel für Menschen, die nie wieder laufen können, weil sie von Neonazis so sehr verletzt wurden.

Wichtig ist außerdem, dass die rassistische Motivation der Täter_innen im Gerichtsverfahren benannt wird. Die Opferperspektive in Potsdam kann dabei helfen und Geflüchtete beraten, ob der individuelle Fall in den Rahmen des Erlasses passt.

Es ist ein erster Schritt, denen ein Bleiberecht zu geben, die von Nazis attackiert wurden und dies beweisen können; die schwer verletzt wurden und die aufgrund des Angriffs niemals wieder voll genesen werden. Aber was ist mit den anderen?

Rassismus auf der Straße, Beleidigungen und Einschüchterungen von Neonazis sind weiterhin tägliche Erlebnisse von Geflüchteten. In einem Fall bedrohte ein Mann zwei Frauen aus Henningsdorf in einem Supermarkt, indem er mit einer Schreckschusspistole auf sie zielte. Solche Vorfälle zu beweisen bedeutet einen komplizierten Prozess, der weiteren Stress und Traumata bei den Betroffenen auslöst und sie zwingt, die traumatischen Erlebnisse noch einmal zu durchleben. Und ein Bleiberecht bekommen diese Frauen auch mit dem neuen Erlass nicht.

In jedem Fall ist es sinnvoll, sich nach bei rassistischen Übergriffen von einer Opferberatungsstelle in der Region beraten zu lassen.

In Brandenburg
Opferperspektive e.V.
Rudolf-Breitscheid-Straße 164,
14482 Potsdam
Telefon: 0331 8170000
info@opferperspektive.de

**Brandenburg -
Nouveau décret sur les victimes
de violences racistes ?**

En janvier 2017, le ministre de l'Intérieur de l'état du Brandenburg a publié un décret portant sur les victimes de violences d'extrême droite menacées d'expulsion. Toute personne attaquée par les nazis obtiendra à partir de maintenant une « Duldung » (documents provisoires) pour la durée du procès. Dans ce cas, elles ne peuvent donc pas être expulsées tant que dure la procédure judiciaire. Un droit de séjour, donc de véritables documents ne seront cependant accordés qu'aux réfugié.es ayant subi des dommages à vie ou profondément traumatisé.es. Cela vaut par exemple pour des gens qui ne pourront plus jamais marcher du fait des blessures infligées par les néo-nazis. Par ailleurs il est important que le motif raciste de l'acte soit mentionnée dans la procédure. L'association « Opferperspektive » à Potsdam peut aider et conseiller les personnes réfugié.es sur leurs chances de bénéficier de ce décret.



Traductions assermentées de documents officiels de
anglais, français, tchèque en allemand
À prix libre
Tous les lundis, 17.15-18.15h
translation@mailbox.org

Refugee Office
Waldemarstr. 46
10997 Berlin

C'est une première étape que d'accorder un droit de séjour aux personnes attaquées par des nazis et qui sont par ailleurs en mesure de le prouver, qui ont été grièvement blessées et ne pourront plus jamais guérir complètement en raison de l'agression. Mais qu'en est-il des autres ?

Le racisme dans la rue, les insultes et les intimidations des néo-nazis restent l'expérience quotidienne des réfugié.es. Dans l'un de ces cas, un homme menaçait deux femmes en les visant avec un faux pistolet dans un supermarché de Henn. Faire la preuve de ce genre d'incidents est un processus long et complexe, qui réactive le stress et les traumatismes chez les personnes concernées et les force à revivre encore une fois les événements traumatisants. Et ce n'est pas pour autant que ces femmes reçoivent un droit de séjour grâce à ce nouveau décret. Dans tous les cas, il est utile d'aller prendre conseil auprès des centres de conseil aux victimes d'agressions racistes le cas échéant. Dans le Brandenburg :

Opferperspektive e.V.
Rudolf-Breitscheid-Straße 164,
14482 Potsdam
Telefon: 0331 8170000
info@opferperspektive.de

Impressum

Women in Exile e.V.

Rudolf-Breitscheid-Straße 164

14482 Potsdam

Tel.: 0331/24348233

E-Mail: info@women-in-exile.net

Web: <http://women-in-exile.net>

Spenden-Konto:

Women in Exile e.V.

IBAN: DE21430609671152135400

BIC: GENODEM1GLS (GLS-Bank)

Wir sind als gemeinnützig anerkannt und können auf Wunsch Spendenquittungen ausstellen.